

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
On an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen **SORBIER**, directeur-gérant ; Pour la rédaction au citoyen **CAHAIGNE**, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Paris, 6 avril.

Au citoyen directeur-gérant de la Commune.

Citoyen,

Quelques-uns de mes auditeurs sont venus me prier de réclamer dans mon cours au Collège de France les droits civiques pour les femmes. Dans ma pensée, les femmes doivent avoir une place dans l'Etat, mais une place différente de celle des hommes, et c'est une question à porter devant l'Assemblée nationale.

Si elles désirent dès aujourd'hui un rôle public, en voici un que je me permets de leur proposer, et qui, je crois, leur convient.

Faute d'une impulsion générale, l'emprunt des cent millions ne s'est qu'imparfaitement réalisé.

Faute d'une impulsion générale, la cotisation volontaire manquera aussi son effet. C'est aux femmes d'accomplir cette grande œuvre.

Comment l'Angleterre racheta-t-elle les noirs de l'esclavage ; je me trompe, comment l'Angleterre se racheta-t-elle elle-même de l'esclavage des noirs ? Par le concours des femmes. Les femmes se répandirent dans les villes, dans les campagnes, portant partout la pétition libératrice ; et au bout de deux mois, quand elles présentèrent au parlement la liste des noms qui demandaient l'abolition, il fallut deux hommes pour porter cette liste !

Voilà le modèle des femmes françaises. Qu'elles se nomment commissaires de la République pour la cotisation nationale. Que dans chaque maison une femme se charge de quêter auprès de tous les habitants et habitantes de la maison ; il ne faut pas même excepter les enfants. Que la quêtuse leur dise qu'il y a des enfants comme eux qui meurent de faim et de misère, et ils donneront. On doit tout accepter, tout, jusqu'aux pièces de deux sous ; car il s'agit à la fois de donner un subsidé à la France et un grand exemple au monde. Sa collecte faite, la femme patronesse la portera à la commission avec les noms de tous les donateurs et le montant de tous les dons.

Que cette mesure s'exécute dans toute la France, et dans quinze jours nous aurons une somme considérable. Ce qui nous manque, c'est l'esprit d'association. Ce centre créé, la circonférence sera bientôt immense.

E. LEGOUVÉ.

Le fédéralisme cherche à relever la tête sur plusieurs points de la France. Hier il était à Périgueux ; aujourd'hui nous le retrouvons à Pau. On nous assure qu'il se tremousse dans le Finistère. On proteste en province contre la prétendue oppression de Paris et la substitution de cette capitale à toute la France. Dans les interpellations que l'on adresse aux candidats se manifestent toujours une déliance injuste, exagérée, de ce peuple initiateur, le premier du monde par l'intelligence et par le cœur. A Pau, le citoyen Augustin Chaho a répondu d'une manière très-ferme à des questions carlo-philippiques. Comme on lui demandait s'il voterait pour la translation de l'Assemblée nationale à Bourges ou dans toute autre ville, il a répondu : « Jamais ; parce que, disait-il, il considère Paris comme le cœur et le miroir de la France. » Telle est, en effet, la capitale de la civilisation moderne. En elle viennent se refléter toutes les traditions de l'histoire et vibrer les échos de tous les pays. La clameur universelle des voix proches ou éloignées s'y résume en sons clairs et perceptibles. Les systèmes philosophiques s'y élaborent, les grandes vérités y sont formulées. Où est la ville, où est la province qui s'enflamma jamais d'un aussi ardent amour de la liberté ? Où est le peuple qui sentit plus profondément qu'il portait en lui non-seulement une patrie, mais encore l'Europe, mais encore l'humanité ?

Pourquoi donc la province se défie-t-elle de Paris ? Est-ce jalousie ? Mais Paris est peuplé des enfants de la province ; Paris n'a fait que mêler à leur sève du terroir natal son fluide révolutionnaire, et chaque jour il les renvoie aux quatre coins de la patrie comme les rayons divergents émanés du foyer qui chauffe l'espace et fait tomber les ténèbres.

Pourquoi, lorsque tout est calme et serein, que le peuple, pour faire rentrer dans l'ombre les conspirateurs égoïstes, se borne à montrer son attitude magnanime, pourquoi vous récriez-vous contre une oppression chimérique ? pourquoi vous efforcez-vous de voir un esprit de domination où il n'y eut jamais que le saint désir de remplir dignement la tâche que le monde a confiée à cette ville merveilleuse ? Que veut la province ? la liberté, sans doute ; tous les bienfaits de la meilleure organisation sociale ; la mise en pratique absolue, immédiate du grand principe : *souveraineté-peuple*, l'égalité, le bien-être de tous, la solidarité universelle. Eh bien ! Paris, résumé de la France, peuple martyr, qu'est-il autre chose que l'incarnation de ce grand principe ? Et vous l'accusez de vous dominer, de vous écraser, de vous absorber ? C'est Paris qui, par son effort magnanime, vous a fait naître à la vie politique, et vous dites qu'il veut vous asphyxier ? En vérité, le reproche est étrange. Paris veut que vos cœurs battent à l'unisson du sien, Paris veut vous communiquer son enthousiasme et l'ardeur qui le brûle, et vous vous insurgez contre ses intentions bienveillantes, et vous proscrivez sa philanthropie. Que faites-vous ainsi, sinon fermer les oreilles au message annonciateur et marcher à l'encontre de l'humanité, à

l'encontre de Dieu ? Champions du passé, vous voulez faire prévaloir les ténèbres. Pensez-vous qu'ils plaident la cause de l'avenir, ces mandataires de l'ignorance, ces apôtres des principes vermoulus dont vous voulez composer l'Assemblée nationale ? Allez ! votre conduite est insensée ou criminelle, et voilà pourquoi vous succomberez dans vos tentatives anti-révolutionnaires, car Dieu combat pour nous et ne trahit jamais ses serviteurs.

Nous remarquons qu'il se fait des nominations étranges. Exemple : le citoyen Sauvage vient d'être nommé administrateur du chemin de fer de Paris à Lyon. Il est bon de constater que le citoyen Sauvage ne s'est jamais occupé de près ni de loin de questions qui se rattachent à la viabilité. Si cela constitue un titre qu'on se hâte de le dire. Mais peut-être le citoyen Sauvage doit-il à son patriotisme l'emploi qui vient de lui être conféré. Vous en jugerez. Le citoyen Sauvage était un partisan effréné de Louis-Philippe. On ne peut se défendre d'une profonde indignation à l'aspect de semblables scandales. Il est temps que les ministres rassurent l'opinion publique et cessent de soulever la réprobation unanime des patriotes par des choix déplorable.

Nous demandons pour la troisième fois que le travail soit divisé dans les ministères ; que les membres du Gouvernement provisoire instituent des ministres et des commissions chargées de recevoir les réclamations adressées aux divers départements. C'est dans l'intérêt des membres du Gouvernement provisoire que nous nous permettons de leur donner ce conseil, et nous-mêmes nous y gagnerons beaucoup.

Il y a environ vingt-sept professeurs à la Sorbonne, vingt-sept professeurs au Collège de France. Ces citoyens ne font presque jamais leur cours ; cependant ils touchent cinq mille francs chacun. Il y a des professeurs de turc, d'arabe, de persan, de chinois, de sanskrit, des professeurs de chimie, de géologie, de minéralogie, de botanique. Ajoutez à la somme de ces sinécures ceux qui sont à la Bibliothèque nationale, au Jardin-des-Plantes, vous serez effrayé de la déperdition qui s'opère si gratuitement au moment où la banqueroute nous menace.

Nous demandons que ces chanoines de l'enseignement cessent d'être aussi grassement rétribués. Sous la République, nul n'a le droit de gaspiller les deniers publics. La plupart de ces professeurs se bornent à faire quinze leçons par an. Cet état de choses ne peut durer. Chaque professeur doit se montrer à son public au moins une fois par semaine, s'il a un public, et s'il n'en a pas, il doit renoncer à son traitement. Je connais un orientaliste qui n'a jamais eu six auditeurs à son cours. Remarquez que nous ne demandons pas des mesures qui soient funestes à l'instruction publique en France ; au contraire, nous voulons qu'on relève l'enseignement transcendantal à la hauteur de toutes les institutions dignes d'un pays libre ; mais les errements suivis à la Sorbonne, au Collège de France, à la Bibliothèque nationale, au Jardin-des-Plantes ne sauraient nous convenir. Tous ces établissements appellent une réforme immédiate, profonde. Le citoyen Carnot doit le sentir, et nous espérons qu'il ne failira pas à la haute tâche qu'il a reçue de la République.

Le Jardin-des-Plantes surtout mérite de fixer son attention. Il y a là plusieurs savants (à ce qu'on dit) qui ne font de la science qu'en serre chaude. De microscopiques expériences pour le plaisir de cinq ou six spectateurs de chaque sexe, ce n'est pas là ce qui convient à notre époque. Les solutions de la science doivent chaque jour, à chaque heure, à tout instant, descendre dans la pratique. Il existe un nombre infini de végétaux qui peuvent être naturalisés en France ; il ne faut pas être botaniste pour savoir que le nombre des plantes exotiques qui viendraient féconder notre sol, si l'on songeait à les importer, peut être facilement décuplé. Que l'exemple de Parmentier soit donc au plus tôt suivi. Il est vraiment scandaleux que la France soit aussi routinière à cet endroit. Il ne suffit pas de faire des révolutions dans l'ordre politique. Si le développement des sociétés n'est pas accompagné des conquêtes de la science sur la nature, vous entrez dans un ordre de choses irrégulier, vous n'avancez que par soubresauts et par saccades, vous marchez à des convulsions inévitables, vous démezuriez de la liberté, le plus beau des dons que Dieu ait fait à l'homme.

Les ministres ne doivent pas oublier que le provisoire ne se borne pas à transmettre à l'Assemblée nationale sans secousse et sans encombre le pouvoir qu'ils ont reçu. A l'époque où nous sommes, les moments sont d'une valeur incalculable ; il faut préparer les matériaux pour le pouvoir définitif, il faut lui remettre entre les mains les éléments déjà coordonnés de l'œuvre future ; il n'aura qu'à les superposer pour construire la demeure nouvelle où tous seront admis.

En conséquence, nous conseillons aux citoyens Carnot et Bethmont de s'entendre pour nommer une commission chargée d'étudier l'acclimatation des plantes exotiques en France, et de procéder au plus tôt à l'importation de celles qui en sont reconnues susceptibles.

Le Gouvernement provisoire a publié un *Avis aux citoyens électeurs de Paris*. On lit dans cette pièce : « A l'appel de son nom, l'électeur présentera son bulletin au président, qui le déposera dans l'urne en présence de l'électeur, qui alors se retirera. »

Les détails d'exécution en apparence les plus infimes prennent souvent une importance immense, surtout en matière électorale. Ce système d'appel présente le grave inconvénient de faire perdre aux citoyens un temps précieux, à attendre que leurs noms étant appelés, il leur soit permis d'user de leur droit de voter. C'est ainsi que dans les élections pour la garde nationale, un grand nombre de citoyens se sont vus dans la nécessité de s'abstenir. Il faut, par tous les moyens, faciliter à l'électeur l'abord de l'urne, il faut écarter toutes les personnalités qui entravent le service.

Les listes électorales sont dressées avec ordre et méthode. Qu'y aurait-il de plus simple que de faire voter chaque électeur sans appel, seulement à mesure qu'il se présente ? Les secrétaires vérifieraient ses pouvoirs par la simple inspection de sa carte. Si un doute s'élevait, les listes seraient consultées, et le temps de chacun ne se perdrait plus en de vaines formalités.

Si l'on veut se rendre compte de la mesure que nous proposons, qu'on veuille bien comparer le nombre des électeurs inscrits pour la garde nationale et le nombre des votants.

Nous espérons que le Gouvernement provisoire modifiera dans le sens que nous indiquons son *Avis aux électeurs*. Il est de l'intérêt de tous que pas une voix ne soit perdue, que pas un citoyen ne soit entravé dans l'usage de son droit, dans l'exécution de son devoir.

Nous lisons dans *le National* :

« Il paraît qu'on signe à Nantes et dans quelques autres villes des pétitions tendant à ce que l'Assemblée nationale ne siège pas à Paris, ou que du moins elle y soit placée sous la protection d'une garde spéciale à laquelle chaque département fournirait son contingent. Nous n'avons pas besoin de réfuter les craintes ridicules et exagérées, ou les vieilles idées de décentralisation qui ont pu motiver de pareils projets. Le bon sens de la nation ne s'arrêtera pas un instant à cette sorte d'interdiction lancée contre l'héroïque capitale qui a pris l'initiative de la révolution. La France entière, qui a reçu de Paris le glorieux mouvement, par lequel elle a été transformée, lui renverra avec confiance les législateurs chargés de régulariser ce mouvement. D'ailleurs, la population de Paris n'est pas une population exclusivement parisienne ; il n'est pas un point du territoire qui n'y soit représenté par quelques-uns de ses enfants. Les capitales sont d'ordinaire la patrie entière en raccourci. Cela est surtout vrai de Paris, image à la fois et résumé de l'unité française. »

On nous dit aujourd'hui que quelques petits gardes nationaux se rendent spontanément en province afin de lever une armée considérable pour marcher sur Paris. Il suffit, nous le croyons, de dénoncer aux départements les menées de ces petits brouillons, qui seront couverts de ridicule, échoueront évidemment dans leur entreprise absurde. Oh l'esprit de parti ne peut-il pas conduire les mauvais citoyens ?

Le Représentant du Peuple, journal des travailleurs, dans lequel écrit le citoyen Proudhon, demande au citoyen ministre de l'intérieur et au préfet de police de vouloir bien publier le plus tôt possible et sans indulgence coupable :

- 1° Le nom de tous les individus qui ont, directement ou indirectement, à un titre politique quelconque, participé aux fonds secrets de l'ancien gouvernement ;
- 2° Le nom de tous les individus qui, dans les rangs de l'opposition, ont fait acte de mouchards, d'espions et de traitres.

Nous lisons dans *la Liberté*, journal publié à Mont-de-Marsan par le citoyen Lubet-Barbon. (Il s'agit du citoyen Lefranc) :

« Le manque de fermeté est le seul défaut de la cuirasse par lequel il nous soit permis d'attaquer le citoyen délégué.

« Depuis un mois nous attendons vainement la destitution des fonctionnaires publics qui ne doivent ni ne peuvent rester plus longtemps aux places acquises par la corruption sous un gouvernement, conservées par la bassesse sous un autre.

« Il fallait donner satisfaction à l'opinion ; chasser ces renégats sur lesquels les rois ni la République ne peuvent compter.

« Il ne manque pas d'hommes jeunes, intelligents, courageux, énergiques pour remplacer ces courtisans de toutes les époques, enrichis par les frais de bureau qui leur étaient alloués pour payer le pèble laboureur de pauvres employés pères de familles qui pour avoir du pain sont contraints de travailler au rabais.

« L'enquête n'est pas difficile ; elle sera courte pour arriver à la preuve de ces vols administratifs ;

« Combien l'Etat ou le département payent-ils pour les frais de bureau ?

« Que touchent les pauvres commis ou expéditionnaires ?

« Si la balance n'est pas exacte, vous trouverez l'excédent dans la poche du chef; il faut lui faire rendre gorge, le destituer, publier son nom : alors vous serez le véritable, le courageux ami du peuple. »

« Pour agir ainsi, il faudrait la seule chose qui manque au délégué, l'énergie, sans laquelle les meilleures intentions ne servent de rien pour l'intérêt de la chose publique. »

Le journal *la Suisse*, de Berne, en citant nos articles comptes-rendus de la *Société du Grütli, club helvétique*, ajoute :

« Nous voyons avec plaisir les Suisses, à Paris, faire acte de vie politique. Nous voudrions seulement qu'ils n'oubliaient pas qu'ils ont une existence propre, indépendante. »

Le journal *la Suisse* doit savoir aujourd'hui que ses compatriotes de Paris l'ont compris comme lui, et que leur adresse d'affiliation au *Club des clubs*, digne de républicains suisses, a été reçue dignement par les républicains français. Cela devait être, car il y a un principe compris par les deux nations et commun à toutes deux.

Le *Club helvétique* de Paris ne s'est point inféodé au *Club des clubs*, il ne s'y est point absorbé; certes, le *Club des clubs* ne l'aurait point entendu ainsi. Les Suisses de Paris se sont affiliés pour accroître de tout leur concours la puissance de l'action démocratique; mais ils ont bien conservé leur *existence propre, indépendante*. Cela devait être, cela est.

Le journal *la Suisse*, nous en sommes sûrs, n'a plus aucune restriction à faire.

ABD-EL-KADER A PAU.

Pau, le 1^{er} avril 1848.

Monsieur le rédacteur du *Mémorial des Pyrénées*, Par suite de quelques paroles que j'ai répandues hier dans le public, au commencement de la séance électorale, vous avez eu déjà connaissance des ordres que je viens de recevoir directement du ministre de la guerre pour l'installation d'Abd-el-Kader au château de Pau. En voici les principales dispositions.

Le personnel à installer se composera ainsi qu'il suit :

Abd-el-Kader, trois de ses frères, son beau-frère, trois ou quatre parents rapprochés.

Chacun de ces personnages a une famille composée d'une ou deux femmes et de plusieurs enfants. Chaque famille a un ou plusieurs domestiques. Le nombre total des personnes à loger serait de quarante au moins.

Je dois aujourd'hui visiter le Château avec le capitaine du génie Peyre pour m'assurer de la possibilité de cette installation avec toute sécurité contre une évasion. Si rien ne s'y oppose, comme je l'espère, il n'est pas douteux que la présence de ce célèbre chef Arabe ne soit un événement heureux pour la ville de Pau par la foule de curieux qu'elle y attirera. Nous devons tous nous en féliciter.

Recevez, monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le commandant du génie,

GRIYET.

(*Courrier de la Gironde*).

Les président et vice-président de la *Commission de Gouvernement pour les Travailliers* invitent les patrons des magasins de nouveautés de Paris à nommer, dans le plus bref délai, trois délégués pour représenter leurs intérêts devant la Commission. Cette invitation est une mesure d'ordre.

Le président de la *Commission de Gouvernement pour les Travailliers*,

LOUIS BLANC.

Le vice-président, ALBERT.

L'espace nous manque pour publier aujourd'hui le discours du citoyen Louis Blanc aux travailleurs. Nous le donnerons demain comme supplément.

On nous adresse la lettre suivante :

« Citoyen rédacteur, « En rendant compte, dans votre numéro d'hier, du résultat des votes des différentes légions de la Seine pour le grade de colonel, vous avez, par erreur, annoncé la nomination du citoyen Lagrange dans la 6^e légion. »

« Au premier scrutin, aucun des candidats n'avait obtenu la majorité absolue des suffrages. »

« Au second scrutin, qui a eu lieu hier, le citoyen Forestier l'a emporté. »

« Ce résultat donne lieu à une remarque importante. Le nombre des votants, le premier jour, était de 15,000 et quelques-uns : le citoyen Forestier, maire de l'arrondissement, avait eu environ 500 voix de plus que le citoyen Lagrange. »

« Le second jour, grâce aux annonces faites dans les divers quartiers de la légion au son du tambour, les votants étaient au nombre de 16,510. »

« La différence entre les deux candidats n'est plus que de 579, au profit du citoyen Forestier. »

« Voici le dépouillement exact de ce scrutin :

Nombre des votants	16,510
Bulletins nuls,	28
Bulletins blancs,	19

Reste, pour le nombre des suffrages	16,265
Le citoyen Lagrange a obtenu	7,917
Le citoyen Forestier	8,296
Le citoyen Antony Béraud	40
Divers citoyens	10

Total égal 16,265

« Cette différence au profit du citoyen Forestier, qui diminuait à mesure que croissait le nombre des votants, doit faire réfléchir les travailleurs, dont la négligence a produit ce résultat. »

« Nous les engageons à faire acte de bons citoyens en allant voter, dans leurs sections respectives, pour les candidats qui leur paraîtront offrir des garanties à la République. »

« Qu'ils n'oublient pas que voter n'est pas seulement un droit qu'on peut négliger, mais un devoir qu'il

faut remplir. S'abstenir au temps où nous sommes, c'est désertier le combat; c'est laisser croire qu'on n'est pas digne d'un pouvoir dont on ne sait pas user. »

E. I.

Citoyen rédacteur,

Il s'est passé hier dans la 8^e compagnie du 7^e bataillon de la garde mobile un de ces faits auxquels la presse s'est toujours fait un devoir de donner de la publicité.

Voici ce dont il s'agit.

Une somme de 80 fr., appartenant à la compagnie, ayant été volée au sergent-major, les hommes de la compagnie se sont empressés de rembourser cette somme à leur sous-officier en offrant spontanément leur solde de plusieurs jours.

Je ne doute pas, citoyen rédacteur, qu'une pareille œuvre n'ait toute votre sympathie et que vous ne croyiez utile de la signaler à l'estime publique.

Salut et fraternité.

Le capitaine commandant la 8^e compagnie,
CH. SAMSON.

Les hommes titrés sans emploi, qu'ils aient pris part ou non à la manifestation collective de mardi dernier, sont invités à se réunir dimanche 9 avril, à dix heures du matin, au grand amphithéâtre de l'école de médecine. Cette séance préparatoire a pour objet de donner un titre à la Société, de nommer le bureau définitif, d'adopter un règlement, de déterminer les lieux, jours et heures des réunions, et de fixer l'ordre du jour de la première séance régulière.

DONS PATRIOTIQUES.

Nous avons enregistré dans un de nos derniers numéros la souscription, prise sur le nécessaire, des détachés de la Force au profit des ouvriers sans travail.

Voici maintenant l'offrande de l'un des corps les plus méritants et le plus justement estimés.

Corps des sapeurs-pompiers.

État des sommes versées par ledit corps pour subvenir aux besoins de la République.

Savoir :	
Corps d'officiers.	129 fr. 15 c.
Section hors rang.	15 00
1 ^{re} compagnie.	25 50
2 ^e compagnie.	42 20
3 ^e compagnie.	41 00
4 ^e compagnie.	41 35
5 ^e compagnie.	41 60
Total.	555 fr. 78 c.

Ce n'est pas tout, les horticulteurs ont eu la bonne pensée de faire servir la curiosité des uns, le goût des autres pour les produits admirables des jardins, au soulagement des ouvriers sans travail.

Nous recevons la note suivante :

« La Société nationale d'horticulture de la Seine fera, les 14, 15 et 16 de ce mois, au *Jardin-d'Hier*, l'exposition de ses produits au profit des ouvriers sans travail. »

Cette fois nous croyons pouvoir affirmer que MM. les membres du *club Républicain pour la liberté des élections* profiteront de l'occasion qui leur est offerte de faire le bien en se cachant. Les noms de Richelieu, de La Force, d'Estissac, de Grillon, de Noël, Liadières, Viennet, etc., se garderont bien de ne pas figurer, au moins confidentiellement, pour l'accomplissement d'une si bonne œuvre.

La Patrie donne ce soir les nominations suivantes :

1 ^{er} lég., lieutenant-col., Clary.	
2 ^e — colonel, Clément Thomas.	13,610 8,705
3 ^e — lieutenant-col., Hovyn.	6,248 3,070
4 ^e — — Poirier.	4,425 2,411
5 ^e — — Duthy.	
6 ^e — colonel, Forestier.	6,934
7 ^e — lieutenant-col., Pêret (Ch.-Aug.).	7,835 4,446
8 ^e — colonel, Bourdon.	10,852 10,039
9 ^e — lieutenant-col., Montandon aîné.	4,125 2,541
10 ^e — colonel, Hingray.	
11 ^e — — Quinet.	8,444 5,638
lieutenant-col., Pascal.	7,305 4,060
12 ^e — colonel, Barbès.	
lieutenant-col., Trélat.	7,071 5,714
13 ^e — (cav.), lieutenant-col., L.-C. Dollfus.	
4 ^e — banlieue, colonel, Piat.	4,962 5,475
lieutenant-col., Lamy.	4,835 2,752
2 ^e — banlieue, colonel, d'Alton-Shée.	

Les républicains suisses de Paris entendent bien dignement les principes de notre République. Il y a entre eux et nous désormais une alliance indissoluble, une communauté d'idées et de sentiments, une fraternité d'action, si nous pouvons dire ainsi, qui fait à la fois leur éloge et le nôtre. Nous publions avec empressement l'adresse suivante qu'ils ont présentée avant-hier au Gouvernement provisoire, et à laquelle il a été fait droit immédiatement :

« Aux citoyens membres du Gouvernement provisoire. »

« Citoyens,

« Liberté, Égalité, Fraternité, Solidarité ! »

« C'est la grande devise humanitaire que les Français ont si glorieusement conquise sur les barricades de Février et que vous êtes appelés à déployer sur le monde entier pour l'édification des peuples et le bonheur des hommes. »

« La Suisse a été bien heureuse de l'adoption faite par vous des grands principes républicains que cette devise résume et qui sont les nôtres depuis plus de cinq siècles. La Suisse est aujourd'hui le boulevard de la République française, et d'un jour à l'autre elle peut devenir sa sauvegarde. L'antique alliance des deux peuples présageait sûrement les destinées sœurs des deux nations; à elles deux peut-être appartiendra l'œuvre humanitaire : à la Suisse, par l'idée pure conservée chez elle; à la France, par la grandeur de son action universelle. »

« Citoyens! nous avons pris une part directe à votre dernière révolution; nous avons fait les barricades

avec vous; nous avons pris à tâche d'expier l'héroïsme égaré de nos compatriotes d'un autre temps. Nous avons été vos frères, enfin, à Paris, comme nous vous traitons en frères au sein même de nos montagnes. »

« Les Français sont nombreux en Suisse. Vos compatriotes ouvriers surtout rencontrent parmi nos concitoyens tous secours et toutes sympathies. Les traités entre la France et la Suisse, le traité de 1818 entre autres, sont faits pour cimenter notre alliance, si bien basée d'ailleurs sur nos bons sentiments réciproques et nos idées communes. »

« Nous ne voulons invoquer aucune considération de détail pour vous prier, citoyens, de nous écouter en frères. Les ouvriers français, effrayés à tort, oublient un instant les motifs qui nous unissent à eux et expulsent inconsidérément leurs camarades ouvriers suisses de la plupart des ateliers. Citoyens, faites luire le flambeau de la vérité et de la justice aux yeux de vos concitoyens ouvriers. Dites-leur qui nous sommes, ce que nous leur devons et ce qu'ils nous doivent. Rasurés par votre voix, ils n'exposeront plus nos compatriotes à une misère injuste, et l'amitié se trouvera raffermie entre tous par une confiance mutuelle. »

« Pour la société suisse du Grütli, les délégués :

« Charles Morard, Müller, Favre, Jean Renaud, Chedel, Boussy, Magnat, Mathey, Raymond, Cadloni, Trüle, Pernoux, Oelhafen, Fassnacht, Imbert-Droz, Jung, Dubochet. »

ÉLECTIONS.

Garde nationale de Paris.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE LA GARDE NATIONALE.

Ordre du jour du 5 avril 1848.

La garde nationale est prévenue qu'à dater de demain, tous les colonels, lieutenants-colonels, chefs de bataillon, officiers, sous-officiers et caporaux qui seront élus prendront immédiatement les fonctions et commandements auxquels ils auront été nommés.

Le général commandant supérieur de la garde nationale,

H. COURTAIS.

Le chef d'état-major général,
A. GUINARD.

Près de 400 locaux étaient occupés aujourd'hui pour les réunions électorales de la garde nationale.

La majeure partie des ouvriers n'y ont pas pris part. Cependant le gouvernement a tout fait pour les y appeler.

Ce matin, M. Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, a fait placer dans ces ateliers par lequel il déclare :

1^o Que les travaux seront suspendus jusqu'au 10 avril, pour que les travailleurs puissent assister à ces élections;

2^o Que chaque ouvrier recevrait malgré cela 1 franc par jour;

3^o Que ceux qui étaient chargés de famille recevraient des secours en nature;

4^o Et qu'enfin le gouvernement provisoire avait mis à la disposition du citoyen Emile Thomas 100,000 kil. de pain.

On lit dans le *National* :

« Notre ami J. Bastide nous prie d'insérer la lettre suivante :

« Paris, le 3 avril 1848. »

« Quelques citoyens ont paru surpris que je me sois désisté de la candidature au grade de colonel de la 1^{re} légion. »

« Voici quel a été mon principal motif :

« M. de Tracy ayant déclaré qu'il *voulait et défendrait la République à tout prix* (ce sont ses paroles textuelles), j'ai été sûr désormais que, quel que fût le résultat de l'élection, la 1^{re} légion aurait un colonel républicain. »

« C'est alors que j'ai cru pouvoir renoncer à des fonctions difficiles au reste à concilier avec celles dont j'ai été chargé au ministère des affaires étrangères. »

« Salut et fraternité, »

« JULES BASTIDE. »

Nous recevons le compte-rendu imprimé d'une séance de la réunion populaire de Marnes.

« Aujourd'hui, 3 avril, une nombreuse députation d'ouvriers tisserands et fabricants de Marnes entrent avec un ordre parfait dans la réunion populaire de cette ville. »

« Un ouvrier tisserand, le citoyen Auguste Pitet, demande la parole et fait la proposition suivante :

« Au nom des ouvriers et fabricants de toile de la ville de Marnes, réunis ce soir à l'hôtel de ville, je demande au président qu'il soit fait mention, au procès-verbal de la séance, de l'intention où nous sommes de porter comme candidat à la députation, dans notre département, le citoyen Louis BLANC, membre du Gouvernement provisoire et président de la commission des travailleurs. »

« Le président de la réunion populaire met aux voix la proposition de la candidature du citoyen Louis Blanc; cette proposition est adoptée à l'unanimité et avec de vifs et chaleureux applaudissements par les quinze cents personnes présentes. »

« L'assemblée populaire, en demandant la candidature de M. Louis Blanc, déclare rester en accord avec une de ces précédentes décisions : « Porter deux ouvriers sur la liste des candidats des républicains de la Sarthe. »

« Le citoyen Louis Blanc, enfant du peuple, fils de ses œuvres, consacrant ses éminentes facultés à l'organisation du travail, aux intérêts des classes laborieuses, doit être considéré comme le premier ouvrier de France. »

« L'assemblée exprime de nouveau le désir que l'autre ouvrier porté comme candidat soit le citoyen Playe, terrassier au Mans. — Après cette délibération la salle retentit des cris de : *Vive la République! Vive Louis Blanc! Vive Playe!* La *Marseillaise* réclamée est chantée par le citoyen Hervé. »

« L'assemblée décide, en outre, qu'une députation

de six membres sera chargée de faire part de la détermination au comité central et aux clubs populaires du Mans.

« L'assemblée entend la lecture d'un discours du citoyen Pitet (Auguste); elle demande qu'il soit publié. Avant de se séparer, l'assemblée crie : *Vive Ledru-Rollin !* *Vive Ledru-Rollin !* voulant, par cette preuve d'estime, le venger de l'oubli de son nom sur la liste des candidats portés par les réactionnaires.

« L'assemblée reconduit le président, et sur son observation, vivement applaudie, que les manifestations populaires doivent toujours être calmes, dignes et la fidèle expression des sentiments d'ordre, de fraternité dont la République doit établir le règne, les citoyens se retirent paisiblement. »

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Décète :

Le montant des souscriptions en faveur des blessés de la Révolution de Février est affecté spécialement à la commission des récompenses nationales.

Les fonds resteront déposés à l'hôtel de ville, à la caisse municipale; mais le trésorier ne délivrera aucune somme que sur les bons du citoyen Albert, président de la commission des récompenses nationales.

Fait en conseil de Gouvernement.

Paris, 6 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

L'état-major de l'armée des Alpes a été constitué ainsi qu'il suit par le ministre de la guerre :

1^{re} division d'infanterie.

Général de division, Bedeau.

1^{re} brigade. — Général de brigade, Guesvillers.

2^e brigade. — Général Saleyx.

2^e division d'infanterie.

Général de division, Baraguay d'Hilliers.

1^{re} brigade. — Général de brigade Talandier.

2^e brigade. — Dubot.

3^e division d'infanterie.

Général de division, Magnan.

1^{re} brigade. — Général de brigade, Guillaubert.

2^e brigade. — Renault.

Cavalerie.

Général de division, Oudinot.

1^{re} brigade de cavalerie légère. — Général de brigade, Regnault de Saint-Jean-d'Angély.

2^e brigade de cavalerie de ligne. — Général Tartas.

3^e brigade de cavalerie de réserve. — Général Lebon des Mottes.

Artillerie.

Général de brigade, Legendre.

Génie.

Général de brigade, Morvan.

Intendant.

L'intendant en chef, Denniée.

Le plus ancien général de division prendra provisoirement le commandement en chef de l'armée des Alpes.

Compte rendu des Clubs.

COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

Séance du 6 avril. — L'ordre du jour appelle la discussion sur les élections de la garde nationale. Plusieurs observations faites par des citoyens membres du club ont donné lieu à une décision prise à l'unanimité, celle de déclarer le bureau du Comité révolutionnaire en permanence, afin qu'il avertisse d'urgence :

Le club des clubs a conféré à son bureau tous les pouvoirs à cet égard.

La discussion s'est ouverte sur les modifications à faire à la déclaration des Droits de l'homme du citoyen Robespierre, qui doit être acceptée par les candidats que le club des clubs appuiera.

Plusieurs orateurs prennent part aux débats.

Le citoyen Lebon résume habilement dans une proposition ainsi conçue toutes les opinions émises. Accepter, appliquer et développer la déclaration des Droits de l'homme dans toutes ses conséquences démocratiques.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le Comité révolutionnaire, composé des délégués des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale, de ses frères officiers, sous-officiers et soldats de l'armée :

Frères de l'armée !

La voix du peuple est la voix de Dieu : ses accents ont retenti dans vos rangs ; sûrs de nos sympathies fraternelles, vous nous demandez à venir siéger au foyer du républicanisme, au sein du Comité révolutionnaire, émanation vivante, active, de la souveraineté du peuple.

Envoyez-nous vos délégués, nous les attendons !!!

Les ennemis de la République, dans leur aveuglement, osaient se flatter de nous désunir ; la révolution du mépris a fait justice de leurs projets insensés, de leurs manœuvres clandestines.

Ils devaient échouer devant la loyauté, la franchise de nos frères de l'armée.

L'armée sort du peuple ; enfants de la même famille, formons la phalange de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, phalange invincible qui doit assurer le triomphe de notre sainte cause, la cause républicaine !

Soyez convaincus que si l'arbitraire, le favoritisme tentaient de fausser vos droits imprescriptibles, garantis par la République, nous ferions entendre la voix souveraine, la voix du peuple, et vos droits seraient sauvegardés : plus de privilège, plus de passe-droits.

Frères, comptez sur nous en toutes circonstances ; comptez sur nous comme nous comptons sur vous si les ennemis de l'extérieur songeaient à nous attaquer, si les ennemis de l'intérieur rêvaient un passé

qui n'est plus, qui ne sera plus, qui ne peut plus être. Salut, fraternité, dévouement.

Au nom du Comité révolutionnaire :

Hubert, président ; Deplanque, vice-président ; Delaire (Adrien), Thiéle, Longepied, Laugier, Gadon, Deleau, Lebreton, N. Lebon, Danse, Sobrier, Cahaigne.

ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Aux gardes nationaux.

Le Comité révolutionnaire, Club des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale mobile, prie ses frères, électeurs républicains, de se rendre exactement dans le sein de leurs compagnies respectives pour prendre part aux votes, à l'élection des chefs.

Si, par hasard, des difficultés leur étaient faites dans l'exercice de leurs droits d'électeurs, ils protesteront ; cette protestation entachera l'élection faite soit par surprise, soit par corruption, ou par manœuvres frauduleuses. Elle sera évidemment annulée par le Gouvernement.

En rappelant aux électeurs républicains le devoir qu'ils ont à remplir, le Comité révolutionnaire déclare qu'il considérerait comme le fait d'un mauvais citoyen une pareille négligence et qui mériterait d'être flétrie.

Le Comité révolutionnaire compte sur l'empressement de ses frères à se conformer au vœu qu'il émet dans l'intérêt de la liberté et de la sincérité des élections.

Les membres du bureau,

Hubert, président ; Louis Deplanque, vice-président ; Gadon, décoré de juillet ; Adrien Delaire, Napoléon Lebon, Longepied, Sobrier, Cahaigne, Laugier.

Le club de la rue de l'Homme-Armé vient de décider, dans sa séance de mercredi 5 avril, qu'un tronc sera placé à l'entrée de la salle pour recevoir les offrandes et les dons patriotiques des membres du club, et que le produit en sera remis par cinq délégués à la commission chargée de les recevoir et dont le siège est à l'Elysée-National.

Ce club, franchement démocratique, se distingue par le bon ordre des délibérations et par l'absence de toute exaltation frénétique, qui ne serait utile qu'aux ennemis de la République.

Le club de la Commune de Paris a tenu hier mercredi sa seconde séance dans le local du Gymnase musical militaire, rue Blanche, 12 bis. La troisième séance est annoncée pour demain vendredi, 7 avril. Les citoyens qui désirent faire partie de ce club peuvent se faire inscrire chez le citoyen d'Alton-Shée, président, 3, rue Saint-Georges, et chez le citoyen Saybert, vice-président, président des blessés de Février, 20, rue de la Michodière.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 2 avril 1848. — Le citoyen Villain, président, ouvre la séance en donnant lecture d'une proposition tendante à présenter des candidats à l'Assemblée nationale ; puis, en réponse à cette demande, il explique à l'assemblée que le Comité révolutionnaire, composé des délégués de tous les clubs, siégeant au Palais-National, est précisément fondé dans ce but, que son travail sera probablement prêt cette semaine, et qu'on pourra soumettre à la sanction des différents clubs les noms sur lesquels le comité aura cru devoir s'arrêter.

Le citoyen Garat propose la mesure suivante contre les capitalistes qui renferment leur argent : « Puisqu'ils veulent nous prendre par la famine, dit-il, on doit leur appliquer la peine du talion ; il faut entourer leurs maisons et ne laisser entrer ni sortir personne. Quand leurs provisions seront épuisées, ils seront certainement plus traitables. »

Le citoyen Méret demande qu'on fasse le procès des misérables qui se sont enrichis dans les accaparements et qu'on leur fasse rendre gorge ; il pense que ce ne serait point sortir de la légalité.

Le citoyen Forest, dans un discours énergique, stigmatisant les mauvais riches : « Une mère, dit-il, a deux enfants, l'un petit, chétif, malingre ; l'autre bien portant, grand et fort. L'enfant robuste, abusant de sa force, s'empare chaque jour du pain de son frère, hors d'état de lui résister. Le devoir de la mère n'est-il pas d'interposer son autorité pour rendre au pauvre dépossédé ce qu'un frère sans entrailles lui enlève. Eh bien ! citoyens, cette mère qui donne à chacun ce qui lui appartient, cette mère, c'est la République ; l'enfant robuste et sans pitié, c'est le riche ; l'enfant qui souffre, le prolétaire, et la République, en bonne mère, la République, malgré tout, doit lui faire restituer son bien. »

« Le temps des aristocrates n'est plus ; nous entrons dans une ère nouvelle, une carrière majestueuse se déroule à nos yeux ; engageons-nous dans cette voie glorieuse, dans cette voie que le Christ lui-même nous a montrée de son doigt divin. — N'a-t-il pas dit, citoyens : « J'abaisserai les grands et les puissants, et j'éleverai les humbles. »

L'orateur continue en rappelant quelques-unes des nombreuses infamies, des crimes odieux dont se sont rendus coupables les grands de la terre, et pense que Dieu n'a permis qu'ils oppriment si longtemps les peuples que pour bien faire comprendre au genre humain que la République est la seule vérité, la vérité éternelle.

Le citoyen Forest termine en recommandant aux démocrates de choisir pour représentants des hommes dévoués à la cause du peuple, des hommes qui ont sacrifié leur vie pour sa défense, et il propose que la société des Droits de l'homme appelle à l'Assemblée nationale le citoyen Villain son président.

Le citoyen Villain refuse positivement cet honneur ; il préfère rester au milieu du peuple pour observer, pour réclamer, pour combattre s'il le faut : « Je sais ce que je vane, dit-il, et je sens que ma place est plutôt sur la borne qu'à la tribune. D'ailleurs, la société des Droits de l'homme ne peut guère espérer être représentée à la chambre par plus d'un de ses membres ; elle doit l'être par le plus capable, et je ne suis point celui-là. Nous présenterons d'ici à quelques jours

l'homme que nous désirons voir siéger au parlement. »

Le citoyen Forest insiste et pense que ce sont justement ceux qui s'effacent, qui ne se mettent pas en avant avec impudeur, comme en voit tant à notre époque, que ce sont ceux-là qu'il faut nommer, et qu'il faut les contraindre à accepter.

Le citoyen Chipron lit une proposition tendante à ce que, vu l'urgence et pour remédier s'il est possible à la crise financière du moment, tous les citoyens soient engagés à apporter dans cette question le tribut de leurs lumières en proposant toutes mesures qui leur paraîtraient applicables pour faire cesser cet état de choses et assurer le pain des travailleurs.

Le citoyen Rocher demande que cette proposition soit envoyée au Gouvernement provisoire.

Le citoyen Lefrançois réclame l'abolition des sinécures et des cumuls ; puis faisant observer que les rentiers seuls ne sont point imposés, il propose d'opérer une retenue sur la rente.

Le citoyen Chipron répond que cette proposition ne lui semble point efficace ; il est bien d'économiser quand on possède, mais le peut-on quand on n'a rien ? Les caisses de l'État sont vides, et tout naturellement, comme conséquence forcée, les sinécuristes, les cumulards, les rentiers ne seront pas payés, voilà tout. Mais là n'est point la question : affamer les rentiers cela ne fera point vivre le prolétaire ; il s'agit de faire rentrer des fonds au Trésor public, nous économiserons après.

Le citoyen Malacker propose de faire apporter dans les caisses une partie de ce que les capitalistes possèdent et de frapper la propriété d'un impôt forcé.

Le citoyen Cardigny croit que l'émission d'un papier-monnaie, hypothéqué sur les fortes propriétés jusqu'au chiffre de deux milliards, serait une mesure efficace.

Le citoyen Chipron répond que c'est tout simplement recréer les assignats ; qu'il n'y a jamais eu de papier plus solidement hypothéqué, et que cependant leur dépréciation a été prompte.

Le citoyen Roger propose que les propriétaires qui ont reçu six mois d'avance de leurs locataires payent au Trésor l'intérêt de ces sommes à 5 p. 100, avec les arrérages.

Le citoyen Forest présente comme palliatif une contribution forcée largement progressive : les riches qui s'y refuseraient seraient punis de la déportation ; la moitié de leurs biens confisquée par l'État, l'autre moitié laissée à leur famille.

Le citoyen Denier fait la proposition suivante : « Attendu que les maisons ne sont qu'un tas de pierres plus ou moins bien disposées, que les pierres ne peuvent se manger et qu'elles n'ont de valeur que par leur produit, les locataires devront dorénavant verser leurs loyers au Trésor public. »

Le citoyen Chipron répond qu'on veut l'égalité pour tous ; qu'il ne faut condamner personne à la faim, mais au contraire nourrir tout le monde. Il rappelle que dans une publication du club des Prévoyants, il est dit qu'on ne veut point d'égalité dans la misère : « Mais cela cependant ne vaut-il pas mieux, dit-il, que de voir tout aux uns et rien aux autres. Si dans des circonstances difficiles, nous n'avons que du pain et de l'eau, que tous soient au pain et à l'eau. Sur le radeau de la Méduse, capitaine et mousses avaient la même ration. » (Applaudissements.)

La séance est levée à dix heures.

Séance du 4 avril 1848. — Le citoyen président annonce à l'assemblée qu'on vient de l'avertir qu'un grand nombre de citoyens, exaspérés par les tendances rétrogrades du *Constitutionnel*, doivent envahir les bureaux et briser les presses de ce journal. Comme l'art. 3 de la déclaration des Droits de l'homme consacre d'une manière absolue le droit de publier ses opinions et bien que la société proteste contre les doctrines de ce journal, elle ne peut se dispenser de faire respecter partout et toujours les principes qu'elle a juré de défendre. En conséquence vingt-cinq sectionnaires, précédés du drapeau des Droits de l'homme, devront se rendre aux bureaux du journal afin de s'opposer à des tentatives coupables et faire comprendre aux citoyens égarés qu'on doit respecter les droits de chacun, même ceux de ses ennemis.

Le citoyen président fait un appel aux hommes de bonne volonté. Environ 150 sectionnaires se présentent, et le détachement, sous les ordres du citoyen Mugnier, se met en marche aux acclamations de toute l'assemblée.

Le citoyen Bonfond demande que tous les complices des dilapidations de Louis-Philippe, que tous les fonctionnaires qui ont trempé dans la corruption de son règne odieux, rendent à la France ce qu'ils ont volé ; qu'une enquête se fasse immédiatement. Il est certain que cette mesure doit avoir pour résultat de faire rentrer de grandes sommes au Trésor public.

Le citoyen Guichard appuie le citoyen Bonfond. Il rappelle que Louis XVIII, en 1814, a frappé sur les fonctionnaires une imposition extraordinaire de cent millions.

Le citoyen Forest parle dans le même sens : il rappelle les effroyables désordres qui ont déshonoré les administrations et qui nous ont été révélés par de scandaleux procès. Il conclut qu'on doit poursuivre les voleurs qui, depuis 1814, ont enlevé à la France 1,950 millions.

Le citoyen Villain, président, déclare que, malgré la promesse formelle du ministre, la mairie du 6^e arrondissement a disposé de la salle occupée par le club aux Arts et Métiers pour les élections de la garde nationale ; comme cette salle a été concédée à la Société des Droits de l'homme pour un service public, et qu'on devait au moins lui demander son consentement, le citoyen président soumet au vote la question de savoir si les sectionnaires se laisseront ainsi déposer.

Non, à l'unanimité.

En conséquence, tous les membres de la société des Droits de l'Homme sont invités à se rendre demain soir au Club central pour y faire respecter leurs droits par tous les moyens possibles.

A cet instant, le détachement envoyé au *Constitutionnel* pour protéger l'exercice de la liberté de la presse rentre dans la salle, et le chef de l'expédition rapporte que ce journal ne court aucun danger. Tout paraît fort tranquille, et d'ailleurs la garde mobile qui stationne dans la cour suffit pour le protéger. Il transmet à la société les remerciements des rédacteurs.

Le citoyen président fait part à l'assemblée du résultat de cette démarche.

Lecteur de la profession de foi du citoyen Gonon, qui se porte candidat à l'Assemblée nationale. — Il manifeste le désir d'une constitution à peu près semblable à celle des Etats-Unis ; mais sur quelques interpellations qui lui sont adressées, il y renonce facilement, disant qu'apparemment il n'était pas suffisamment éclairé sur cette constitution.

Le citoyen Chevallier lit aussi une profession de foi ; il se dit ancien détenu politique.

Le citoyen Journaux lui adresse quelques questions auxquelles il ne répond pas d'une manière fort claire.

Le citoyen président interroge le candidat sur les faits qui l'ont fait emprisonner, et lui fait observer qu'il n'est connu de personne.

L'assemblée se déclare suffisamment éclairée et l'on passe à l'ordre du jour.

La séance est levée à 10 heures.

CLUB DU SALUT DU PEUPLE.

106, rue Saint-Lazare ; 15^e séance.

Vu la protestation récente de l'assemblée pour la liberté de la presse et contre toute idée d'attentat à ce palladium de la République, le club du Salut du peuple donne acte aux présidents, vice-présidents et délégués des différents clubs, de leurs réponses aux demandes d'adhésion touchant la publication libre des pensées politiques, sans acception de personnes et pour la sauvegarde du principe primordial, conservateur des droits des nations.

Club de la Régénération sociale.

Nous adhérons complètement.

Le président : Chénier.

Les vice-présidents : Bourdet et Maurice Meyer.

— Le club des Prévoyants a voté à l'unanimité une protestation contre toute atteinte à la liberté de la presse dans sa séance du 3 avril 1848.

Ch. Parquin ; Rodrigue, vice-président ; Manit, vice-président.

— Au citoyen Mathurin Rousseau, président du club du Salut du peuple :

Citoyen collègue,

J'ai l'honneur de vous adresser les citoyens Langrand et Sellier, qui vous porteront l'acte d'adhésion du club des Hommes libres à la protestation du club du Salut du peuple, délibéré dans sa séance du 31 mars 1848.

Salut et fraternité,

Colfavru, président.

Paris, 4 avril 1848.

— Le club des Quinze-Vingts se joint à la protestation.

Le président, A. Brutin-Madas.

— Le président du club de l'Université républicaine, S. Guénard.

— La Société fraternelle centrale a accepté à l'unanimité la protestation du club du Salut du peuple pour la liberté de la presse.

Le vice-président, Robillard.

— Le club des Intérêts populaires remercie le club du Salut du peuple pour le témoignage de sympathie qu'il lui a envoyé à raison de son manifeste en faveur de la liberté de la presse, qu'il a pu croire menacée ; mais ne partageant pas ses craintes, il passe à l'ordre du jour et ne donne pas son adhésion au club du Salut du peuple.

Le président, Masselin.

— Le club des Indépendants donne une adhésion unanime à la manifestation du club du Salut du peuple en faveur du grand principe de la liberté de la presse. 4 avril 1848.

Alfred Sudre, vice-président.

— Le club central du Travail donne, à l'unanimité de ses membres, l'adhésion la plus vive à la protestation du club du Salut du peuple. Il pense que la garantie la plus sincère des institutions républicaines est dans la liberté de la presse et dans la liberté de la discussion dans sa forme la plus générale.

Il pense qu'un attentat à la liberté de la presse est un attentat à la République, et doit appeler à la fois une réprobation unanime et la rigueur des lois.

Fait en la séance du club du Travail du 4 avril 1848.

Pour le club, le président, Eugène Flachat.

Pour extrait conforme au registre des délibérations : Mathurin Rousseau, président ; Guérin, Prosper Roza, vice-présidents ; Auzoar, secrétaire ; B. Blanc, secrétaire-adjoint.

Esprit des départements.

Thiers, le 5 avril.

Le comité de Thiers, réuni aux délégués de tous les cantons du département, s'est rendu à l'assemblée indiquée pour le lundi 27 mars, à l'effet de former une liste définitive des 45 candidats à élire par le département du Puy-de-Dôme.

Différents cantons n'étant pas représentés à cette réunion, l'opération ne pouvait amener aucun résultat. Une nouvelle réunion fut indiquée pour le samedi 1^{er} avril. Il fut décidé que les cantons enverraient tel nombre de délégués qu'ils jugeraient nécessaire, mais que le vote aurait lieu par canton, c'est-à-dire que chaque canton n'émettrait qu'un vote.

Plus de soixante candidats se présentaient. Cinquante cantons seulement étaient représentés. Voici les noms des candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages au premier tour de scrutin :

Les citoyens : Trélat, 49 voix ; Allaroche, 48 ; Jouvét, 48 ; Goutay, 44 ; Lasteyras, 36 ; Charras, 36 ; Toussein Bravard, 35 ; Eyraud, 35 ; Astaix, 32 ; Lavigne, 32 ; Bravard-Verrière, 31 ; Maisonneuve, 28 ; Gazar, 28 ; Vimal-Lajarrige, 26.

Quatorze candidats seulement ayant obtenu la majorité absolue, il dut être procédé le lendemain à un second tour de scrutin pour compléter la liste.

(Journal l'Egalité.)

— A l'exemple de leurs frères de Paris, les citoyens compositeurs et pressiers des imprimeries de Lyon vont former un nouveau club. Nous ferons connaître plus tard la composition du bureau et les jours de réunion.

(L'Organisateur lyonnais.)

Eure-et-Loir. — Une fête républicaine a été célébrée dimanche dernier à Châteaudun avec une grande solennité. Un arbre de la liberté a été planté sur la place de la mairie au milieu d'une affluente considérable de citoyens de toutes classes accourus au chef-lieu de tous les points de l'arrondissement.

La garde nationale de la ville, des détachements des communes voisines, un escadron du 15^e régiment de chasseurs ont été passés en revue par le citoyen Jules Gouache, commissaire général, qui a prononcé d'abord une allocution qui a été chaleureusement accueillie aux cris de : *Vive la République !* Après la cérémonie, le cortège a défilé au pied de l'arbre, et l'armée a fraternisé avec la garde nationale.

La population tout entière s'est ensuite dirigée vers un faubourg de la ville, à Saint-Jean, où un arbre avait été érigé le jeudi précédent. Le citoyen commissaire général a de nouveau exprimé sa satisfaction de l'accueil fait aux principes du Gouvernement, dans l'arrondissement de Châteaudun, par les soldats et les citoyens. Cette fois encore, ses paroles ont été couvertes d'applaudissements unanimes.

La ville, pavoisée pendant cette belle journée, de mille drapeaux, a été illuminée le soir comme par enchantement, et les airs patriotiques de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ* ont retenti fort avant dans la nuit. Aussi l'arrondissement de Châteaudun pèsera-t-il d'un bon poids dans la balance lors des élections du département d'Eure-et-Loir.

Une partie du 15^e régiment de chasseurs vient de prendre garnison à Chartres ; c'est un des braves régiments qui, dans les trois journées de février, ont refusé d'obéir aux ordres du gouvernement déchu. Des bruits malveillants et dont l'origine était suspecte, ont d'abord été répandus dans la population ; mais éclairés bientôt sur la vérité des faits, les citoyens de la ville de Chartres ont fraternisé avec les chasseurs.

On organise en ce moment un banquet monstre offert par la garde nationale au régiment, et tous les dissentiments qui avaient pu se produire seront bientôt anéantis.

Une provocation sanglante, qui a eu lieu dimanche dernier contre deux soldats, a été énergiquement réprimée par la population tout entière ; les agresseurs au nombre de trois ont été arrêtés et conduits en prison. Le peuple s'est empressé de prêter main forte à l'autorité. Les coupables sont des repris de justice.

Aujourd'hui tout est calme dans la ville, et l'agitation momentanée qui s'était manifestée est complètement apaisée.

Étranger.

SAVOIE.

La garnison sarde et les autorités supérieures ayant quitté le 31 mars la ville de Chambéry, un conseil de gouvernement s'y est constitué. Voici les détails que nous trouvons à ce sujet dans un supplément de la *Gazette de Lyon* du 2 avril et dans son numéro du 4 :

« Chambéry, le 31 mars.

« La Savoie se constitue demain en Etat républicain indépendant. Un gouvernement provisoire sera constitué et la république savoisiennne proclamée ; le pays immédiatement convoqué pour décider de son sort politique.

« Il n'y a dans cette résolution rien d'hostile pour le roi qui vient de nous doter d'institutions très-libérales ; rien de désaffectueux pour la France républicaine, à qui nous conservons nos sympathies ; rien enfin qui préjuge aucun parti.

« Tous nos concitoyens seront consultés. C'est notre droit, c'est notre devoir. Nous ne sommes plus au temps où l'on dispose des peuples comme d'une propriété. M. de Lamartine ne vient-il pas de déclarer que la France ne se permettrait ni intervention directe ni intervention déguisée ? »

IEALIE.

Lombardie. — Le gouvernement provisoire de Milan a publié le bulletin suivant :

« Milan, le 31 mars.

« Les corps francs lombards et suisses sont à Brescia.

« Le général piémontais Bès s'est avancé jusqu'au delà de Chiari avec un corps de 4,000 hommes. Le général Crotti, avec un autre corps de 1,000 hommes, était aujourd'hui à Lodi.

« Le roi Charles-Albert et le duc de Gènes sont partis aujourd'hui de Pavie à la tête de 8,000 hommes et arriveront ce soir à Lodi. Le duc de Savoie les suit avec un autre corps de 2,000 hommes ; 100 pièces de canon accompagnent ces troupes.

« 10,000 Romains et 7,000 Toscans arrivent par Bologne et Ferrare sur les rives du Pô, qu'ils passeront à Lago-Severo.

« On dit à Bagnolo que des corps francs lombards et suisses, auxquels se seraient unis les Tyroliens italiens insurgés, auraient surpris et fait prisonniers 700 ou 800 hommes, parmi lesquels 70 uhlans et 50 officiers.

« Radetzky est resté tous ces jours-ci à Orzinovi et à Soncino : les troupes autrichiennes sont arrêtées sur les rives de l'Oglio. Il paraît que le général a abandonné l'idée de se jeter dans Mantoue, la forteresse manquant de vivres.

« Tout le pays, depuis le Pô jusqu'aux Alpes du Tyrol, est insurgé et armé ; l'ennemi trouve partout des obstacles de toute espèce.

« Il n'est pas douteux qu'en présence d'un corps d'armée régulier, Radetzky ne soit contraint à capituler. »

— On écrit d'Innsbruck (Tyrol allemand), le 29 mars : « Radetzky et d'Aspre sont avec 60,000 hommes près de Vérone. On se demande comment il est possible qu'une si belle armée ait pu être réduite dans l'espace de dix jours à se retirer devant un mouvement populaire sans organisation et presque sans armes. A la vérité, cette armée a été affaiblie par la défection des troupes italiennes, qui avaient longtemps résisté à l'influence de leurs compatriotes, mais qui ont fini par céder. Le feld-maréchal Radetzky concentre toutes ses forces, cherche à maintenir libre le passage du Tyrol, et attend qu'un corps d'armée de l'Autriche intérieure rétablisse la communication par Udine.

« Le vice-roi est à Bolzen, où il attend la marche des événements. Hier, on a formé ici une commission pour la protection du pays, afin d'organiser et de diriger les mesures de défense, car nous ne doutons pas que les Italiens, qui ont d'ailleurs beaucoup de sympathie dans le sud du Tyrol, s'efforceront d'y pénétrer par les vallées latérales, de gagner l'Adige pour interrompre la communication sur la route principale de Vienne à Milan. Ils disent ouvertement qu'ils veulent établir la limite de l'Italie unie et libre sur les hauteurs du Brenner, en avant de Trente. Que dira la confédération germanique ? Se laissera-t-elle dépouiller, sans rien dire, de tous les points militaires importants dans les Alpes ? Nous autres Tyroliens, nous résisterons de tout notre pouvoir à tout morcellement de notre pays ; mais il nous faut un appui matériel et moral. »

(Gazette d'Augsbourg.)

— **Etats pontificaux.** — On écrit de Ferrare, 27 mars :

« Les Autrichiens, épouvantés par l'insurrection, partent de tous côtés sans armes et sans bagages. L'arsenal de Venise, qui est au pouvoir de la République, renferme 400 canons et 600,000 fusils. La République distribue ces armes au peuple. Personne ne peut voyager à Venise et dans le pays vénitien sans passeport spécial. Don Carlos, ayant un faux passeport, a été arrêté, puis relâché après s'être fait connaître. 6,000 déserteurs de l'armée autrichienne ont été arrêtés dans le pays vénitien. »

Faits divers.

On s'occupe au ministère de la guerre d'un travail d'avancement en faveur des sous-officiers de l'armée. Cette promotion, qui comprendra un très-grand nombre de nominations, paraîtra incessamment.

— Les gardiens de ville ont commencé d'entrer en fonctions ce matin, dans le quartier des halles centrales. Ils sont jeunes pour la plupart, habillés en bourgeois très proprement ; une plaque jaune, fixée au bras gauche, porte ces mots : *gardiens de ville.*

Ce corps, lorsqu'il sera complètement organisé, se composera, dit-on, de deux mille hommes et de cinquante brigadiers, qui feront le service de nuit et de jour. Un service de contrôle et d'inspection serait fait en outre par quatre ou cinq cents hommes, qui serviraient en quelque sorte d'intermédiaires entre les gardiens de Paris et les commissaires de police et officiers de paix.

Chacun des gardiens de Paris, selon la catégorie à laquelle il appartiendra, aura la surveillance d'un nombre déterminé de maisons, dans une ou plusieurs rues. Les brigadiers auront sous leurs ordres chacun une escouade de gardiens.

La dépense d'équipement et d'entretien du corps ne doit pas s'élever, dit-on, à moins de 4 millions. Ces frais seront supportés dans une portion déterminée par la ville de Paris et par l'Etat.

— Le quatrième détachement de la légion démocratique allemande est parti aujourd'hui pour la frontière du Rhin. M. Bornstedt, le vice-président de la société, est parti hier pour Nancy, Strasbourg et la Suisse, afin de réunir tous les démocrates allemands pour le même but.

Partout, en Suisse, en Alsace, etc., les Allemands se sont organisés dans le même but.

Une réunion de treize mille citoyens allemands a eu lieu à Achtern, dans le grand-duché de Bade. Elle a proclamé qu'elle recevrait la légion des Allemands de Paris comme des frères.

— Lundi matin cinq ou six cents ouvriers allemands se sont formés en colonnes, rue Buisson, et sont partis pour leur pays, enseignes déployées.

— Il y a encore eu toute la journée, à l'hôtel de ville, grande affluente de candidats aux emplois de *gardiens de ville*, dont le nombre sera de deux à trois mille. Voici les conditions qu'il faut remplir pour se présenter : être âgé de 21 à 40 ans, avoir un mètre sept cents millimètres, présenter un certificat de bonne vie et mœurs, savoir lire et écrire.

— Le citoyen François Petet, décoré de juillet, condamné des 5 et 6 juin, a été nommé, par arrêté ministériel du 28 mars dernier, inspecteur des prisons du département de la Seine (première section), en remplacement de M. Olivier Dufresne.

— Un inconnu se rend hier chez un banquier de la ville et lui présente une traite dont il réclame le paiement. Au moment d'acquitter le billet, le banquier s'aperçoit qu'il ne porte pas de signature. Il en fait la remarque à l'étranger, qui après un peu d'hésitation se décide à signer.

Le banquier s'aperçoit bientôt qu'il avait affaire à M. Cunin-Gridaine, ancien ministre de l'agriculture et du commerce sous Louis-Philippe.

(Journal de Bruxelles.)

— Nous avons rapporté à la fin du mois dernier les circonstances qui ont signalé la dévastation et l'incendie de la magnifique propriété que possédait à Suresne M. Salomon Rothschild. La justice, depuis cet événement, poursuit une instruction qui a déjà procuré l'arrestation de plusieurs des auteurs supposés de cet acte de vandalisme. Cependant un d'entre eux, poursuivi déjà à une autre époque et arrêté le 26 octobre 1855, sous prévention d'incendie et de coups et blessures, n'avait pu encore être atteint, bien qu'un mandat eût été décerné contre lui par M. le juge d'instruction Poux-Francklin.

Le préfet de police, M. Caussidière, informé que cet individu, redouté de toute sa commune, mais contre lequel l'autorité locale n'osait sévir, ne craignait pas de se présenter presque chaque soir chez un marchand de vin où des citoyens de Suresne ont formé un club, a envoyé hier sur les lieux des agents de service de sûreté qui, après s'être assurés que l'arrestation de ce prévenu serait considérée par la commune entière comme un bienfait, se sont assurés de sa personne.

Amené au dépôt de la Préfecture de police, cet homme a été écroué sous prévention du crime d'incendie par récidive.

(Droit.)

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.